

Le dollar canadien

Des voix: Bravo!

M. Alexander: Est-il déjà arrivé que les prévisions de ministre des Finances se soient révélées exactes?

M. Lang: Le gouverneur de la Banque du Canada a dit au comité ce que tous les députés et tous les Canadiens devraient savoir sur la question de la valeur de notre dollar ou de toute autre devise. Il a dit que les gens réagissaient à la moindre rumeur, par exemple au danger de séparation ou à tout mouvement d'opinion. Il a dit, entre autres choses, que les gens réagiraient à toute déclaration irréfléchie selon laquelle on songerait à instituer un contrôle des changes.

Le 3 février, on pouvait lire dans le *Star* de Toronto que le député de York-Simcoe avait entendu dire à Ottawa que le gouvernement envisageait d'instituer un contrôle des changes, ce qui était tout à fait faux et irréfléchi. Même si le député avait vraiment obtenu des renseignements de cette nature, il eût été de son devoir de n'en pas parler.

Des voix: Oh, oh!

M. Lang: En ne s'appuyant sur rien de sérieux, il a alors fait une déclaration qui s'est répercutée sur la valeur du dollar canadien.

Des voix: Oh, oh!

M. Lang: A l'heure actuelle, un bon nombre de Canadiens croient que notre dollar est sous évalué. Avant l'élection d'un gouvernement séparatiste au Québec, bien des Canadiens le croyaient surévalué. A cette époque, nous assistions régulièrement à la signature de conventions collectives prévoyant de fortes hausses salariales, et nous étions fort inquiets de ce qu'il adviendrait de notre taux de productivité et de notre compétitivité. Nous avons réagi en instituant un programme de réglementation des salaires et des prix qui nous a permis de freiner la spirale inflationniste. Maintenant que les contrôles ont été levés et que nous nous acheminons vers une baisse de notre taux d'inflation, nous devons continuer de restreindre les hausses de salaires et de prix si nous entendons demeurer concurrentiels.

L'un des graves problèmes qui affligent le pays et qui fait baisser la valeur du dollar et perdre confiance aux investisseurs, c'est qu'il existe au Canada un gouvernement séparatiste dont le but avoué est de modifier de fond en comble la structure économique du pays. Le chef de l'opposition n'a certes pas aidé à dissiper l'incertitude créée par l'existence de ce gouvernement quand il a déclaré qu'il négocierait un régime de souveraineté-association avec le gouvernement de la province de Québec. Le Parti québécois en apprenant cela a dansé de joie dans les rues de Québec. Le chef de l'opposition n'a pas pu répéter ensuite exactement ce qu'il avait dit, mais en tout cas, il n'a pas renié sa parole. Le député de Rosedale (M. Crombie) quant à lui ne s'y trompait pas, et il est revenu sur ce sujet jusqu'à ce que tous les députés conservateurs aient compris qu'une telle politique était inacceptable; ils l'ont alors rejetée. Ce que je veux faire ressortir, c'est qu'on ne peut avoir foi dans les paroles du chef de l'opposition qui est incapable de tenir sa langue, ainsi d'ailleurs que ses propres collaborateurs

[M. Lang.]

dans divers secteurs d'activité. Ils déblatèrent à tort et à travers sans se soucier des dommages que cela peut causer.

Le chef de l'opposition n'a pas parlé de son déficit à lui. Une fois encore, il s'en est pris au déficit du gouvernement fédéral. Il affirme qu'en mettant à pied 60,000 fonctionnaires, on pourrait faire des économies. En même temps il recommande un déficit budgétaire plus important pour stimuler l'économie. Pourquoi le chef de l'opposition s'est-il placé dans une telle position? C'est parce qu'on lui a fait remarquer qu'au cours de ses nombreuses tournées il avait promis d'accorder une réduction d'impôt immédiate de l'ordre de deux milliards de dollars, ainsi qu'un programme de déduction des hypothèques de 4 milliards de dollars en trois ans. Soit dit en passant, on peut présenter ce projet de dégrèvement comme étant très séduisant, mais il avantagerait les riches plus que les pauvres. C'est un attrape-nigaud et de la poudre aux yeux si l'on ne précise pas d'où proviendraient les 4 milliards de dollars perdus en déductions d'hypothèques. D'où tirer cet argent?

Le chef de l'opposition a assimilé son programme à celui des États-Unis. Les Canadiens devraient être mis en garde contre son projet: le programme américain prévoit un impôt sur les gains en capital dans le cas de l'achat d'une maison, et c'est peut-être ainsi qu'il entend récupérer les fonds. Le gouvernement n'appuierait jamais une telle politique.

M. Gillies: Ce n'est pas cela.

M. Lang: Le 8 janvier dernier, nous avons vu le chef de l'opposition à la chaîne CTV. L'interviewer lui a posé la question suivante:

Vous parlez d'une réduction de quatre milliards de dollars en trois ans, grâce à la déduction de l'intérêt hypothécaire, et d'autres dégrèvements fiscaux totalisant six milliards de dollars. Comment allez-vous combler ce déficit?

Voici ce que le chef de l'opposition a répondu:

La question fondamentale est celle de savoir comment nous allons combler ce déficit. On comble un déficit dans deux ou trois ans d'ici en acceptant d'avoir un déficit plus élevé dans l'immédiat. On ne peut échapper à cela.

C'est depuis ce moment-là que l'on ne sait plus qui a fait quelle déclaration.

M. MacEachen: Nous avons ensuite entendu les propos de Darcy McKeough.

M. Lang: Comme le vice-premier ministre et président du Conseil privé (M. MacEachen) le signale, l'ancien trésorier de l'Ontario, un conservateur réputé, M. Darcy McKeough, a déclaré:

J'espère sincèrement que l'on rapporte mal les paroles de mon chef national, M. Clark, et de ses conseillers lorsqu'on leur fait dire qu'il serait possible voire souhaitable d'accroître notre déficit.

● (1610)

Le député de York-Simcoe n'a pas attendu. Il a immédiatement dit aux journalistes ce que le chef de l'opposition (M. Clark) avait voulu dire, c'était qu'il y aurait un déficit pendant peut-être deux ou trois mois, mais on ne nous a pas dit comment cela se ferait. Dans toute cette transparence qu'ils recherchent, il y a ce déficit fantôme qu'on n'a pas encore expliqué.